

Unité départementale de l'Ain
23 rue Bourgmayer
01012 BOURG-EN-BRESSE

Bourg-en-Bresse, le 29 août 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/06/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SICO

Allée des combes
01150 Blyes

Références : 20240624-RAP-UDA-S2-065
Code AIOT : 0006110065

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24 juin 2024 dans l'établissement SICO implanté 400, Allée des combes à Blyes.

L'inspection a été annoncée le 07 juin 2024.

Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet <https://www.georisques.gouv.fr>.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SICO
- 400, Allée des combes 01150 Blyes
- Code AIOT : 0006110065
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

La société SICO, localisée dans le Parc Industriel de la Plaine de l'Ain à Blyes, a pour activité le conditionnement aérosol et non-aérosol de produits destinés à des activités d'hygiène (cosmétiques, insecticides, ...) ou agroalimentaires.

Le site dispose de 3 chaînes de conditionnement aérosol et une chaîne de conditionnement liquide. Des activités de formulation sont également présentes.

Sur le plan administratif, le site est réglementé par les dispositions de l'arrêté préfectoral cadre modifié du 30 novembre 2012. Il est classé SEVESO seuil bas.

Thèmes de l'inspection : plans d'urgence

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	Test du POI	Code de l'environnement - article : R.515-100	Mise en demeure, respect de prescription	3 mois
5	Formation	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 - 3e alinea	Demande d'action corrective	6 mois
6	Contenu du POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
7	Premiers prélèvements environnementaux	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 – 5eme alinea	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
8	Disponibilité des intervenants	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 5	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Etat des matières stockées – Format détaillé et synthétique	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50	Avec suites, Mise en demeure, respect de prescription	Levée de mise en demeure
2	Etiquetage des produits chimiques	Règlement européen du 16/12/2008, article 17	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	/
3	Présence d'un POI	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 – 4eme alinea	/	/
9	Maintenance des moyens d'intervention	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 69	/	/

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La présente inspection s'est focalisée sur le plan d'opération interne (POI), document obligatoire pour les installations classées SEVESO dont les prescriptions relatives à son contenu ont été renforcées suite à l'incendie de Rouen en 2019 .

SICO dispose d'un POI pour son site de Blyes depuis 2015. La dernière version datée du 13 juin 2024 est bien conçue pour permettre son utilisation en situation de crise en heures ouvrées. En revanche, en heures non ouvrées, aucune disposition permettant de guider les services d'urgence externes sur

le site et de mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention n'est mentionnée dans le POI.

De plus, cette version ne comprend pas les nouvelles dispositions obligatoires relatives aux mesures dans l'environnement en cas d'accident et aux moyens de nettoyage de l'environnement. L'exploitant devra donc, dans un délai de 6 mois, compléter son POI avec ces éléments.

Par ailleurs, l'inspection doute de la capacité de l'exploitant à mettre en œuvre son POI en cas de nécessité en raison du manque d'entraînement de son personnel (le dernier exercice a été réalisé en décembre 2022) et de la faible robustesse de l'organisation en place (les principales fonctions au sein du POI sont assurées par une seule personne désignée non remplacée en cas d'absence). Pour atteindre le niveau de maîtrise des risques requis, il est impératif que SICO améliore l'entraînement et la formation de son personnel aux situations de crise.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Etat des matières stockées – Format détaillé et synthétique

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50
Thème(s) : Actions nationales 2023, Etat des matières stockées
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none">• lors de la visite d'inspection du 27/06/2023• type de suites qui avaient été actées : Avec suites• suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Mise en demeure, respect de prescription• date d'échéance qui a été retenue : 16/04/2024
Prescription contrôlée : <p>L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. (...)</p> <p>Pour les matières dangereuses, cet état est mis à jour a minima de manière quotidienne. (...)</p> <p>2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin. (...)</p> <p>Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p>
Constats : <p>L'exploitant emploie désormais une personne à mi-temps pour assurer la tenue à jour quotidienne d'un état des stocks. Trois types de stocks sont désormais disponibles :</p> <ul style="list-style-type: none">• les déchets : le tableur est renseigné par le magasinier dès lors qu'une entrée ou sortie est effectuée ;• les produits finis (aérosols) : le stock correspond à une extraction de l'ERP du site et laisse apparaître la désignation du produit et son classement ICPE ;• les solvants et principes actifs : ce tableur est renseigné manuellement à partir de documents de production (réception, fabrication, transfert, colisage...). Un inventaire réel

<p>est effectué une fois par mois pour corriger les éventuelles erreurs.</p> <p>Les mesures mises en place sont de nature à répondre aux prescriptions réglementaires relatives à l'état des matières stockées : le traitement des données ainsi répertoriées, accessible également depuis le site SICO de St Egrève, permet d'obtenir les informations nécessaires en cas d'accident pour servir à la gestion de l'événement accidentel (les zones de stockage sont précisées dans l'inventaire) et répondre au besoin d'information de la population. Néanmoins, l'inspection attire l'attention de l'exploitant sur la nécessité de maintenir dans le temps ce dispositif assez lourd alors qu'il repose sur le travail d'un salarié intérimaire.</p> <p>Compte tenu des actions correctives mises en place, l'arrêté préfectoral de mise en demeure du 16 janvier 2024 peut être levé.</p> <p>Par ailleurs, lors du contrôle, il a été constaté la présence, dans l'inventaire des déchets, de déchets datant de 2021. L'inspection rappelle que la durée d'entreposage des déchets sur un site ne peut pas excéder un an si les déchets sont destinés à être éliminés ou trois ans s'ils sont destinés à être valorisés (article 2 de l'arrêté du 15 février 2016 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux). L'exploitant a néanmoins montré en séance une demande de prise en charge de ces déchets, adressée à l'entreprise TREDI et datée d'avril 2024.</p>
<p>Demande de l'inspection des installations classées :</p> <p>L'exploitant doit apporter la preuve de l'évacuation des déchets les plus anciens présents sur son site vers les filières appropriées sous 3 mois.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Levée de mise en demeure</p>

N° 2 : Etiquetage des produits chimiques

<p>Référence réglementaire : Règlement européen du 16/12/2008, article 17</p>
<p>Thème(s) : Produits chimiques, Produits chimiques</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 27/06/2023 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>1. Une substance ou un mélange classé comme dangereux et contenu dans un emballage est revêtu d'une étiquette comportant les éléments suivants:</p> <p>a) le nom, l'adresse et le numéro de téléphone du ou des fournisseurs;</p> <p>b) la quantité nominale de la substance ou du mélange dans l'emballage mis à la disposition du grand public, sauf si cette quantité est précisée ailleurs sur l'emballage;</p> <p>c) les identificateurs de produit conformément à l'article 18;</p> <p>d) s'il y a lieu, les pictogrammes de danger conformément à l'article 19;</p> <p>e) s'il y a lieu, les mentions d'avertissement conformément à l'article 20;</p> <p>f) s'il y a lieu, les mentions de danger conformément à l'article 21;</p> <p>g) s'il y a lieu, les conseils de prudence conformément à l'article 22;</p> <p>h) s'il y a lieu, une section réservée à des informations supplémentaires conformément à l'article 25.</p> <p>2. L'étiquette est rédigée dans la ou les langues officielles du ou des États membres dans lequel ou lesquels la substance ou le mélange est mis sur le marché, sauf si le ou les États membres concerné(s) en disposent autrement.</p>

<p>Constats :</p> <p>Lors de l'inspection précédente, il avait été demandé à l'exploitant de prendre les mesures nécessaires pour que l'étiquetage de ses produits intermédiaires (non soumis au règlement CLP) soit suffisant pour garantir une manipulation en toute connaissance des risques encourus par les opérateurs.</p> <p>Depuis l'exploitant a mis en place un affichage des mentions de danger et des pictogramme pour informer son personnel sur les risques liés aux produits manipulés. L'inspection a interrogé un technicien de maintenance présent dans la zone de production sur la conduite à tenir en cas de déversement d'un produit spécifique. Le technicien a été en mesure d'indiquer les risques liés au produit et la conduite à tenir suite à l'épandage.</p> <p>Ce point n'appelle plus d'observation de la part de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Présence d'un POI

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 – 4eme alinea</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Présence d'un POI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Pour les établissements seuil bas, l'élaboration d'un plan d'opération interne est obligatoire à compter du 1er janvier 2023</p>
<p>Constats :</p> <p>L'établissement SICO de Blyes dispose d'un plan d'opération interne (POI) depuis novembre 2015. Depuis, il a été régulièrement mis à jour (notamment en 2021 pour prendre en compte le retrait de la cuve de HFA). La dernière mise à jour date de 2024, elle concerne la liste du matériel à disposition et des modifications au niveau des fiches réflexe.</p> <p>Ce point n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection des installations classées.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Test du POI

<p>Référence réglementaire : Code de l'environnement, article R.515-100</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Test du POI</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le dernier test du POI a été réalisé le 21 décembre 2022 : l'intervalle maximal d'un an prescrit par la réglementation n'a pas été respecté.</p> <p>De plus, l'exploitant a indiqué lui même dans son POI (chapitre 7) qu'un exercice doit avoir lieu tous les ans et que tous les 3 ans un exercice doit être organisé avec intervention du SDIS si celui-ci peut se rendre disponible.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>SICO doit réaliser un test de son POI (avec utilisation des moyens d'intervention) dans un délai de</p>

3 mois. L'exercice doit faire l'objet d'un compte rendu détaillé indiquant notamment la chronologie des actions, les points forts, les axes d'amélioration... Le suivi des actions correctives devra également être tracé.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Formation

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 - 3e alinea
Thème(s) : Risques accidentels, Formation
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou d'accident et, s'ils y contribuent, sur la mise en œuvre des moyens d'intervention. Des personnes désignées par l'exploitant sont entraînées à la manœuvre des moyens de secours.</p>
<p>Constats :</p> <p>La dernière formation des équipiers d'intervention a été réalisée le 24 novembre 2021, elle a concerné 5 personnes.</p> <p>Une formation à l'utilisation des extincteurs est réalisée tous les ans, la dernière, assurée par l'entreprise RJY le 15 décembre 2023, a concerné 16 personnes de l'entreprise.</p> <p>En dehors de ces formations pour lesquelles une fiche de présence a pu être produite, les informations ou sensibilisation aux risques, faites auprès du personnel, ne sont pas formalisées et n'ont fait l'objet d'aucun traçage.</p> <p>Aucun personnel n'a été formé à l'utilisation des appareils respiratoires isolants (ARI), l'exploitant n'en voyant pas l'utilité du fait de l'absence de produits toxiques sur site. L'inspection objecte que des gaz toxiques peuvent être émis lors d'un incendie et qu'ainsi les ARI pourraient être avantageusement utilisés par les équipiers d'intervention.</p> <p>Compte tenu de ces éléments et du peu d'exercices réalisés (cf. point de contrôle n°4), l'inspection doute des capacités de l'exploitant à réagir à bon escient en cas d'accident.</p>
<p>Demande de l'inspection des installations classées :</p> <p>L'exploitant doit définir au sein de son plan d'opération interne, la nature et la fréquence des formations et sensibilisations aux risques que doit suivre son personnel en distinguant les fonctions assurées dans le POI (tous les salariés, équipiers d'intervention...) et mettre en oeuvre ce plan de formation.</p> <p>Toutes les formations de sécurité suivies par chaque salarié doivent être tracées.</p> <p>A minima, une nouvelle formation des équipiers d'intervention est réalisée sous 6 mois et doit comprendre la manipulation des robinets d'incendie armés (RIA) et l'intervention sous ARI.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 6 mois

N° 6 : Contenu du POI

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Annexe V

Thème(s) : Risques accidentels, Contenu d'un POI

Prescription contrôlée :

DONNÉES ET INFORMATIONS DEVANT FIGURER DANS LE PLAN D'OPÉRATION INTERNE, OU DANS SA MISE À JOUR POSTÉRIEURE AU 31 DÉCEMBRE 2021

- a) Nom ou fonction des personnes habilitées à déclencher des procédures d'urgence et de la personne responsable des mesures d'atténuation sur le site et de leur coordination ;
- b) Nom ou fonction du responsable des liaisons avec l'autorité responsable du plan particulier d'intervention ;
- c) Pour chaque situation ou événement prévisible qui pourrait jouer un rôle déterminant dans le déclenchement d'un accident majeur, description des mesures à prendre pour maîtriser cette situation ou cet événement et pour en limiter les conséquences, cette description devant s'étendre à l'équipement de sécurité et aux ressources disponibles ;
- d) Mesures visant à limiter les risques pour les personnes se trouvant sur le site, y compris système d'alerte et conduite à tenir lors du déclenchement de l'alerte ;
- e) Dispositions prises pour que, en cas d'incident, l'autorité responsable du déclenchement du plan particulier d'intervention soit informée rapidement, type d'informations à fournir immédiatement et mesures concernant la communication d'informations plus détaillées au fur et à mesure qu'elles deviennent disponibles ;
- f) Dispositions visant, en situation d'urgence, à guider les services d'urgence externes sur le site et à mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;
- g) Au besoin, dispositions prises pour former le personnel aux tâches dont il sera censé s'acquitter et, le cas échéant, coordonner cette action avec les services d'urgence externes ;
- (...)
- j) Moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur comme indiqué à l'article 5 du présent arrêté.

Constats :

a/ Les noms et fonctions de chaque protagoniste du POI sont identifiés dans le document. Mais, hormis pour la fonction de directeur des opérations interne (DOI), en cas d'absence d'une personne dédiée à une des fonctions principales (chef des opérations interne et transmission/logistique), aucun suppléant n'est désigné, ce qui rend l'organisation très vulnérable.

b/ Le site étant Seveso seuil bas, il ne fait pas l'objet d'un PPI (plan particulier d'intervention).

c/ Le POI prend en compte les scénarios d'accident décrits dans l'étude de danger et précise les mesures à prendre pour maîtriser la situation ou en limiter les conséquences et les impacts potentiels sur les installations environnantes.

d/ Le POI décrit correctement le schéma d'alerte en heures ouvrées et les modalités d'évacuation, il précise qui a la charge d'effectuer l'appel au point de rassemblement (fonction transmission/logistique) et la manière dont il faut procéder (listes d'appel, que faire en cas de personne manquante...)

e/ Dans le POI de SICO, c'est le DOI qui a la charge de prévenir les administrations concernées (Préfecture, DREAL...). Il dispose pour cela d'un annuaire téléphonique des administrations, collectivités, entreprises voisines ainsi qu'une trame de message à transmettre aux différents interlocuteurs. Dans l'annuaire téléphonique du POI, le numéro de téléphone de la DREAL indiqué est le numéro du standard de l'unité départementale de l'Ain. Il s'agit du numéro adéquat en cas

d'accident en heures ouvrées. En heures non ouvrées, la DREAL doit être prévenue sur son numéro d'astreinte qui sera transmis parallèlement à l'exploitant.

f/ Le POI décrit la manière dont les services de secours doivent être guidés sur site en cas d'accident en heures ouvrées (par le chef des opérations interne). En cas d'accident en heures non ouvrées, le POI ne précise pas suffisamment comment l'accueil et l'accès aux installations des services de secours externe est organisé.

g/ cf. point de contrôle n°5

j/ Le POI ne mentionne pas les moyens et méthodes prévus pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur. Il doit a minima indiquer les coordonnées d'une entreprise apte à pomper les eaux d'incendie déversées.

Demande de l'inspection des installations classées :

Le POI de l'établissement doit être complété :

- pour le rendre plus robuste en cas d'absence des personnes désignées comme devant assurer les fonctions de chef des opérations internes (intervention) ou transmission/logistique ;
- en indiquant la fréquence de formation du personnel aux tâches dont il est censé s'acquitter ;
- en ajoutant le numéro d'astreinte de la DREAL dans son annuaire téléphonique ;
- en décrivant les moyens disponibles en heures non ouvrées pour guider les services d'urgence externes sur le site et mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention ;
- en précisant les moyens et méthodes prévus pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 6 mois

N° 7 : Premiers prélèvements environnementaux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 – 5eme alinea

Thème(s) : Risques accidentels, Contenu du POI

Prescription contrôlée :

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :
- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ;
- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;
- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des

<p>délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;</p> <ul style="list-style-type: none"> - les moyens et méthodes prévus, en ce qui concerne l'exploitant, pour la remise en état et le nettoyage de l'environnement après un accident majeur.
<p>Constats :</p> <p>De récentes évolutions des textes réglementaires, dont notamment l'arrêté ministériel du 26 mai 2014, imposent à tous les sites Seveso (bas et haut) de mettre en place, en cas d'accident, de premiers prélèvements environnementaux, et ce quelle que soit l'heure. En effet, le POI doit comprendre les dispositions permettant de réaliser les premiers prélèvements environnementaux, de justifier les substances recherchées et la pertinence des méthodes utilisées. Il doit aussi préciser les moyens et méthodes prévues pour le nettoyage et la remise en état.</p> <p>Le POI actuel de l'exploitant ne contient pas de données sur les premiers prélèvements environnementaux.</p>
<p>Demande de l'inspection des installations classées :</p> <p>L'exploitant devra intégrer dans son POI une procédure pour réaliser les prélèvements environnementaux en cas d'accident :</p> <ul style="list-style-type: none"> - en <u>heures non ouvrées</u>, même s'il n'y a pas de personnel, - et en heures ouvrées.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription</p>
<p>Proposition de délais : 6 mois</p>

N° 8 : Disponibilité des intervenants

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5 et annexe V</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention prévus</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité.</p>
<p>Constats :</p> <p>cf. partie confidentielle</p>
<p>Demande de l'inspection des installations classées :</p> <p>L'exploitant doit compléter son POI pour y inclure les conduites à tenir en cas de déclenchement en dehors des heures ouvrées. Il devra notamment y décrire une organisation robuste permettant de guider les services d'urgence externes sur le site et mettre à leur disposition les informations facilitant l'efficacité de leur intervention.</p>

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription
Proposition de délais : 6 mois

N° 9 : Maintenance des moyens d'intervention

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article Article 69
Thème(s) : Risques accidentels, Moyens d'intervention prévus
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les équipements et moyens de lutte contre l'incendie sont maintenus en bon état, repérés, opérationnels et facilement accessibles en toute circonstance.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'inspection a constaté que les moyens de lutte contre l'incendie sont contrôlés périodiquement. Leurs contrôles sont bien reportés dans le registre de sécurité.</p> <p>Les moyens disponibles recensés dans le POI en cas de risques toxiques ont été vérifiés : les masques à cartouches présents à l'accueil sont périmés depuis avril 2024 mais d'autres sont disponibles dans la réserve HSE (expirent en 2027). La date de validité des appareils respiratoires isolants (ARI) disponibles sur site expire en juillet 2024, ces appareils doivent donc être remplacés. Les combinaisons requises sont présentes.</p>
<p>Demande de l'inspection des installations classées :</p> <p>Les appareils respiratoires isolants dont la date de validité est dépassée doivent être remplacés.</p>
Type de suites proposées : Sans suite